

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AMAZON FRANCE LOGISTIQUE

67 Bd du Général Leclerc
92110 Clichy

Références : D2024- *0140*
Code AIOT : 0006520975

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement AMAZON FRANCE LOGISTIQUE implanté Base aérienne BA 217 91220 Brétigny-sur-Orge. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMAZON FRANCE LOGISTIQUE
- Base aérienne BA 217 91220 Brétigny-sur-Orge
- Code AIOT : 0006520975
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Amazon exploite un entrepôt logistique "e-commerce" d'un volume de 1 170 200 m³ sur 3 niveaux (2 étages) à Brétigny-sur-Orge sur l'ancienne base aérienne 217.

Une activité d'imprimerie à la demande (POD / MOD) est présente au niveau P1 de l'installation.

L'activité s'organise sans discontinuité par poste via un fonctionnement en 3 X 8. Le nombre de personnes travaillant sur le site est de 3800 personnes. Ce nombre peut augmenter lors des fortes périodes d'activités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat initial des sols	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement des impacts	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 2.1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 17/08/2023, article 4.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Eaux pluviales - qualité de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 4.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rétention et confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
9	Etude Ruine / comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
14	Exercice incendie / POI	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
16	Réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Limiteurs de remplissage réservoir enterré	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Contrôle réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Déchets issus du MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 5.5	Sans objet
8	Implantation / zone déchets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.1	Sans objet
10	Désenfumage mécanique Extension + MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.5.3	Sans objet
11	Évacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.8	Sans objet
12	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.4.2	Sans objet
15	Pertes d'utilités	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.6.8	Sans objet
18	Dépotage	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.2.2	Sans objet
20	Caractéristiques cellule MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.9.1	Sans objet
21	Utilisation eau dans MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.2	Sans objet
22	Rejets atmosphériques MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.3	Sans objet
23	VLE rejets atmosphériques MOD	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.5	Sans objet
24	PGS	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 6 février 2024 avait pour objet de faire le point sur certaines prescriptions du dernier arrêté préfectoral en date du 17 août 2023 et sur la nouvelle activité d'imprimerie à la demande (MOD) récemment mise en fonctionnement.

L'inspection n'a pas de remarque sur l'activité d'imprimerie à la demande qui répond aux exigences de l'arrêté préfectoral.

De manière générale, bien que l'ordre du jour et les points d'inspection ont été connus de l'exploitant en amont de la visite, l'inspection note une certaine confusion quant à la connaissance des équipements annexes aux activités de logistique (bassins de rétention, cuve de fioul, séparateur hydrocarbures, vanne martellière ...).

Aussi, des éléments sont attendus concernant la gestion des eaux pluviales sur le site. L'exploitant devra confirmer la cohérence entre les éléments transmis dans le dernier dossier et le fonctionnement réel sur le site.

L'exploitant devra porter une attention particulière sur le suivi réglementaire de la cuve de fioul permettant l'alimentation des groupes électrogènes ainsi que sur les mesures de réduction des impacts pour lesquelles un suivi biologique est imposé par l'arrêté préfectoral.

En priorité, il est attendu que l'exploitant réalise un exercice incendie dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État initial des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols historiques
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les rapports suivants : <ul style="list-style-type: none">- un rapport de fin de travaux de dépollution attestant de la compatibilité des sols à l'usage du site,- les rapports d'études de due diligence environnementale (phase I et II) visant à confirmer l'historique du site, les potentielles sources de pollution liées aux activités passées et caractériser la qualité des sols et des eaux souterraines au droit des zones de contamination potentielles.
Constats : Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant transmet les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux (rapport n°003.91.17.00179 en date du 20/03/2017 et rédigé par Qualiconsult)- Rapport d'Essai pour la détermination de concentration en fibres d'amiante dans l'air (non daté)- BSDA Fibrociments (non daté)- Attestation de dépollution MS1 zone e-commerce (pollution pyrotechnique)- Etude géotechniques (rapport n° 04601 V1 du 18/12/14) "aménagement de la base aérienne 217"- DOE- BSD du 29/03/2017 concernant l'évacuation des déchets HCT issus d'une ancienne cuve de fioul- Diagnostic environnemental phase 1 et 2 en date du 19/05/2015 relatif à la recherche de pollution des sols par le bureau d'études SOLPOL Lors de la visite, les personnes présentes ont déclaré qu'elles n'avaient pas connaissance d'autres documents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant transmette le rapport de fin de travaux de dépollution attestant de la compatibilité des sols à l'usage du site sous un délai d'un mois afin de répondre aux exigences du chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi biologique

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre et assure le maintien dans le temps des mesures suivantes :

- mise en place d'une barrière à amphibiens entre le ball-trap et la zone de travaux dans la partie Sud-Est du projet pendant la phase travaux,
- absence d'espèces végétales invasives ou allergènes sur le site,
- création d'une mare de 550m² minimum et de fossés de 25m² minimum,
- création de haies et de bosquets de 15m² chacun au minimum pour 7590m² minimum au total,
- mise en place de 3 hibernaculum,
- création de 4400m² de prairies méso-hygrophiles.

Il s'assure de la mise en place et du maintien dans le temps d'un dispositif de connexion pour la faune sous la route d'accès (grillage et batrachoduc notamment) par le service gestionnaire de la route d'accès aux installations.

Le plan de la figure 1 est ainsi respecté. L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant du respect du présent article avant la mise en service.

Le suivi biologique de ces mesures est assuré par un organisme compétent à une fréquence annuelle les trois premières années puis à une fréquence quinquennale pendant au moins 30 ans, soit 9 visites. Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées pour l'environnement dans les deux mois maximum suivant leur émission.

Constats :

Par mail du 1 février 2024, l'exploitant a transmis le rapport de suivi biologique rédigé en 2023 par le bureau d'études SOCOTEC (Affaire n°2005-012).

Les constats suivants ont été établis dans ce rapport :

- Gestion des espèces invasives ou allergènes sur le site : NON CONFORME car plantation d'espèces allergènes (saules)
- Création d'une mare de 550 m² minimum et de fossés de 25 m² minimum : CONFORME (sous réserve de transmission du plan de recollement des mesures)
- Création de haies et de bosquets de 15 m² chacun a minima et 7590 m² minimum au total (à l'intérieur du site) : CONFORME sous réserve que les arbres de hautes tiges à l'intérieur du site soient remplacés (25 % d'arbres morts)
- Création de 3 hibernaculum : NON CONFORME Les éléments mis en place sont insuffisants.
- Mise en place de barrière à amphibiens : NON CONFORME en l'absence même d'aménagements
- Création de 4400 m² de prairies mésohygrophiles : NON CONFORME la taille de la prairie mésohygrophile est insuffisante
- Contrôle du maintien du dispositif de connexion pour la faune sous la route d'accès (grillage et batrachoduc) : CONFORME sous réserve d'une vérification lors du prochain passage
- Définition d'un planning d'entretien des espaces verts pour les opérations pouvant impacter la faune : NON CONFORME (ce planning n'a pas été porté à la connaissance du BE)

L'inspection constate que beaucoup de points ne répondent pas aux attentes du chapitre 2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2023.

L'exploitant déclare ne pas être satisfait par le rapport du bureau d'études SOCOTEC qui est peu détaillé. Il indique que l'entretien paysager est réalisé par la société IDEVERDE. Il déclare que le contrat annuel sera reconduit au mois d'avril avec cette même société paysagère et que la modification des saules et des arbres morts seront repris dans ce nouveau contrat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter une attention particulière sur les mesures relatives à l'évitement, à la réduction et l'accompagnement des impacts, sous un délai de 6 mois :

- En retirant les saules et en plantant des espèces non invasives et non allergènes
- En modifiant les 3 hibernaculum
- En mettant en place des barrières à amphibiens
- En respectant la taille de la prairie mésohygrophiles fixée à 4400 m².

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/08/2023, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales / localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales sont infiltrées au niveau des bassins B2 ou B4 ou rejetées dans le réseau communal au niveau de l'un des deux points de rejet du site. Elles sont traitées en cas de besoin selon les dispositions de l'article précédent. Les débits suivant ne sont pas dépassés pour les rejets au réseau communal :

- n°1 : 19 l/s pour le point de rejet situé au nord,
- n°2 : 3 l/s pour le point de rejet situé au sud.

Les points de rejet sont identifiés dans le schéma de la Figure 2 du présent article. Les valeurs limites de rejet au niveau de ces points sont fixées par convention entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau.

L'exploitant doit pouvoir justifier des dispositions du présent article.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous confirmer :

- le débit maximum au nord du site de 19 l/s (en sortie du bassin B1 (parking VL))
- le débit maximum au sud du site de 3 l/s (en sortie du bassin accueillant les eaux du bassin B5)

L'exploitant n'a pas transmis le plan d'ensemble des réseaux eaux pluviales et eaux incendie mis à jour suite au dossier de porter à connaissance relatif à l'extension et au MOD. Pour autant, lors de la visite, l'exploitant a transmis un plan en expliquant la gestion des eaux sur le site.

Dans le cas où la gestion des eaux seraient différentes de celle décrite dans le porter à connaissance n°8 (extension), un nouveau dossier de porter à connaissance sera à transmettre aux services de la Préfecture décrivant ces modifications.

A noter qu'aucune convention de rejet n'a été signée avec le gestionnaire de réseau des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de transmettre, sous un délai de 3 mois, le plan de gestion des eaux pluviales et eaux incendie (bassin + réseau) mis à jour depuis la création de l'extension et du MOD.

En cas de modification de la gestion des eaux pluviales et des eaux incendie décrite dans le dossier de porter à connaissance relatif à l'extension et au MOD, l'exploitant est tenu de déposer un nouveau dossier de porter à connaissance sous un délai de 3 mois.

Une convention de rejet devra être signée entre l'exploitant et le gestionnaire de réseau des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales - qualité de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 4.4.7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE EP + EI

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales ainsi que les eaux d'incendie respectent les conditions suivantes avant rejet :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- température : 30°C
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/L ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/L ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/L ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/L.

Un contrôle sur les rejets dans le réseau d'eaux pluviales est effectué dans les six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 5 ans. Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant a transmis le rapport en date du 26/10/23 (ref : 0797985 10186773 021 001 001) du bureau d'études VERITAS.

Les 3 points de mesure suivants ont été réalisés, paramètres analysés T°, pH, DCO, DBO, MES, HCT et DBO :

- Point ABEP 1 proche vanne arrêt bassin sprinkler aval sh2 (sortie du bassin B3 (rétention des EI + trop plein bassins B2 et B4)
- Point ABEP 2 proche entrée PL et bassin aval sh4 (sortie bassin relié à B5)
- Point ABEP 3 à l'entrée du parking visiteurs proche poste de garde Sh1 (sortie du bassin étanche du parking VL nommé B1)

Les 3 points de mesure présentent des résultats conformes aux exigences complémentaires.

Une analyse a également été réalisée sur les eaux usées, les résultats sont conformes aux exigences réglementaires.

L'exploitant a également transmis le rapport de maintenance des séparateurs HCT réalisé par la société SECHE le 7/04/2023.

Le rapport confirme le nettoyage et pompage d'une chambre à sable munie d'une vanne guillotine + pompage et nettoyage de 3 séparateurs hydrocarbures (BSD -20230406-7MKP294ZT). Le BSD indique la reprise de 8,840 tonnes de déchets hydrocarbures traités par la société TRIADIS.

L'inspection constate que le dossier de porter à connaissance relatif à l'extension fait état de 4 séparateurs hydrocarbures. L'exploitant est tenu d'expliquer cette différence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de transmettre les éléments justifiant la présence d'une chambre à sable et de 3 séparateurs hydrocarbures au lieu de 4 séparateurs hydrocarbures annoncés initialement dans le dossier de porter à connaissance relatif à l'extension sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Le confinement des eaux est assuré par l'arrêt des pompes de relevage à l'exutoire des bassins de rétention des eaux pluviales, ces pompes sont asservies à l'installation de sprinklage du bâtiment. Elles sont maintenues en état de marche, signalées et actionnables en toute circonstance localement et à partir du poste de garde.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble des pompes de relevage du site. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Constats :

L'inspection constate qu'un bassin de rétention étanche (bassin B3) permet de retenir les eaux d'extinction incendie. L'exploitant déclare que ce bassin est muni d'une vanne motorisée asservie au déclenchement du système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) et non d'une pompe de relevage.

L'inspection constate la présence de végétaux au fond du bassin qui traversent la bâche et peuvent nuire à son étanchéité.

L'accès à la vanne de fermeture du bassin de rétention des eaux incendie se fait par une porte fermée à clé. Lors de la visite, l'exploitant n'a été en mesure de localiser la clé permettant l'accès à cette vanne.

Par courrier du 12 avril 2024, l'exploitant nous a informé avoir pris contact avec la société SECHE pour effectuer les contrôles d'étanchéité du bassin B3. L'exploitant est dans l'attente du devis.

Il déclare dans ce même courrier que la clé permettant l'accès à la vanne martellière est identifiée et gardée au PC sécurité. Sa délivrance est encadrée par la société PROTECTIM, présente 7j/7 et 24h/24. Il indique que ce fonctionnement sera ajouté à la nouvelle version du POI prévue en avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de justifier l'étanchéité du bassin (B3) sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déchets issus du MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, Chapitre 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets MOD

Prescription contrôlée :

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Tout transit ou regroupement de déchets provenant de tiers est interdit dans l'enceinte de l'établissement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate que les chutes de papier sont stockées dans des bennes sur une zone dédiée au sein de l'installation MOD.

L'exploitant déclare que le papier est traité par la société PAPREC et les toners et cartouches d'encre sont pris en charge par la société RECYDIS (filiale de Paprec).

L'ensemble des déchets générés par le MOD ne sont pas mélangés aux autres déchets du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.
Constats : Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant a transmis le rapport de mesure de bruits réalisé par la société Tisseyre Associés (rapport acoustique n°13/210-20) le 11 mars 2020. Les conclusions du rapport indique que "les émergences sonores sont conformes". L'inspection indique qu'à la suite des travaux d'extension et de la mise en fonctionnement du MOD, une mesure de bruits sera à faire dans le courant de l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de réaliser une nouvelle mesure de bruit avant la fin de l'année 2024 afin de s'assurer que l'extension et le MOD n'induisent pas de nuisances supplémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 10 mois

N° 8 : Implantation / zone déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bennes déchets
Prescription contrôlée : Aucun stockage n'est réalisé en extérieur à l'exception éventuelle des bennes à déchets, en particulier les vides sont stockées dans le local à palettes.
Constats : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de stockage à l'extérieur hormis des bennes à déchets à la sortie des compacteurs. L'inspection fait un point sur l'incendie qui s'est produit au niveau d'un compacteur benne DIB le 19 janvier 2024. L'exploitant déclare que l'incendie est dû à une mauvaise gestion du tri puisque l'incendie a été généré par la présence de piles dans la benne compactée. L'exploitant a mis en place les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- reformation du personnel sur la gestion du tri- étude envisagée pour la mise en place d'une détection métal sur la benne compacteur manuel L'inspection constate également la présence d'affiche précisant les déchets autorisés dans les bennes compactées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etude Ruine / comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude Ruine
Prescription contrôlée : Les dispositions constructives visent également à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Les divers gaines et conduits sont en matériaux incombustibles et coupe feu au moins 1/4h. Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'Article 2.4.1 - du CHAPITRE 4 du TITRE II.
Constats : L'exploitant déclare qu'une étude de la ruine du bâtiment a été réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de transmettre l'étude de la ruine du bâtiment sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Désenfumage mécanique Extension + MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage mécanique
Prescription contrôlée : Les niveaux P1, P2 et P3 de cette zone (extension) sont équipés d'un système de désenfumage par extraction mécanique mutualisé sur l'ensemble des 3 niveaux. [...] L'activation de l'extraction dans le canton sinistré et les cantons adjacents est réalisé manuellement, depuis le PC sécurité, 4 minutes après activation de la détection incendie. si aucune action n'est réalisée pour activer l'extraction immédiate manuellement depuis le PC sécurité alors elle sera mise en œuvre automatiquement 20 minutes après détection incendie. [...] Des fenêtres sont aménagées dans les niveaux supérieurs afin de réaliser les amenées d'air spécifiques à ces niveaux. L'ouverture des ouvrants en façade en P2 (extension) et P3 (extension) est activée avec l'extraction.
Constats : L'exploitant confirme que l'extension est munie d'un désenfumage mécanique et que le reste du bâtiment possède un désenfumage naturel.

Il déclare que les panneaux photovoltaïques ont été installés sur l'extension.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article article 7.3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation du site, l'exploitant organise un exercice d'évacuation incluant le personnel de maintenance présent dans la zone de stockage dynamique. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant a transmis le compte rendu de l'exercice d'évacuation réalisé le 15 novembre 2023 à 15h42.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Aucun stockage n'est réalisé dans la cellule MOD, que ce soit les consommables ou les produits finis. Les produits nécessaires à l'activité d'imprimerie sont stockés dans un local dédié isolé du reste de la cellule MOD par des parois REI 120.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un local de stockage des consommables (papiers, encres, toner, ...) nécessaires à l'activité d'imprimerie. Ce local est REI 120, sur 2 niveaux. A l'intérieur du 1er niveau, un local également REI 120 permet le stockage des encres liquides bien que ces dernières ne soient pas classées comme produits dangereux.

Concernant les produits finis, ces derniers sont directement envoyés en zone de stockage à l'extérieur de la cellule MOD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- des poteaux incendie [...] Le débit fourni est de 300 m³/h en simultanée et sous une pression dynamique minimale de 1bar. Les poteaux incendie sont alimentés par une réserve d'eau de 600m³ reliée à deux groupes de surpression permettant de fournir un débit de 300 m³/h pendant 2h au minimum, la mise en route des groupes de surpression est automatique.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, [...]
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues [...]
- d'un système d'extinction automatique d'incendie. [...] Le bâtiment dispose d'une réserve d'eau d'un volume unitaire de 495 m³ pour l'alimentation du réseau sprinkler. Les alarmes sprinkler sont reportées au niveau du poste de garde du bâtiment et en période non-ouvrée à une société de télésurveillance.
- Un dispositif fixe d'irrigation des murs séparatifs coupe-feu de l'extension d'une longueur supérieure à 100 mètres avec réserve propre. Cette réserve propre d'eau aura un volume permettant le maintien d'un rideau d'eau sur toute la longueur du mur pendant 2h.

art 2.2.6 Vérification annuelle

Constats :

L'exploitant indique que la société Eiffage assure la maintenance des moyens d'extinctions sur le site. Ils sont à demeure sur le site. L'exploitant déclare que des réunions sont réalisées de manière hebdomadaire avec Eiffage.

Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant transmet uniquement la vérification des extincteurs réalisée par la société DESAUTEL en date du 31 mai 2023. 1035 extincteurs portatifs ont été vérifiés. Il déclare que la totalité des extincteurs ont été remplacés en octobre 2023, ces derniers arrivant à expiration.

Lors de la visite, il présente :

- la vérification des RIA en date du 18/09/2023 réalisée par la société Atlantique Automatismes Incendie. Quelques observations sont émises et le devis des réparations est en cours de signature.
- la vérification du sprinklage réalisée le 25/09/2023 par la société Atlantique Automatismes Incendie. Pas d'observation.
- la vérification des poteaux incendie réalisée le 16/11/2023 par la société Atlantique Automatismes Incendie. 9 poteaux incendie sont présents sur le site. L'inspection constate que le débit en simultané n'a pas été réalisé.

Il déclare que le rideau d'eau, relié à une cuve spécifique et une autopompe, a été installé. L'exploitant est tenu de transmettre le PV de réception de ce rideau d'eau.

Lors de la visite, l'inspection constate la présence de 3 cuves d'eau sont présentes à l'extérieur du site : une cuve de 600 m³, une cuve de 496 m³ et une troisième cuve non étiquetée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu sous un délai de 3 mois : - de transmettre la levée de réserves relative à la dernière vérification des RIA - de transmettre le PV de réception du rideau d'eau - de réaliser la mesure du débit des poteaux incendie en simultané - d'étiqueter les cuves d'eau présentent à l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Exercice incendie / POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie par mie en œuvre du POI. Cet exercice est renouvelé au moins tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant déclare que depuis le début de la mise en exploitation du site, aucun exercice POI n'a été réalisé. Par mail du 15 février 2024, l'exploitant a transmis le plan ETARE de l'installation validée par le SDIS, bureau prévision d'Arpajon la semaine 6. Il déclare que l'exercice incendie par mise en place du POI pourra avoir lieu dans le courant du mois de mars 2024. La date définitive est en attente de validation auprès du lieutenant Petillon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser l'exercice incendie avant la fin du mois de mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Pertes d'utilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 7.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Perte des utilités
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une procédure à suivre en cas de perte d'alimentation en eau des poteaux incendie tenant compte de la durée d'indisponibilité du réseau et de l'activité du site.
Constats : L'exploitant déclare que les poteaux incendie sont alimentés par leur propre réserve d'eau. Cette dernière est contrôlée et remise à niveau de manière hebdomadaire. Aussi, l'alimentation des poteaux n'est pas dépendante du réseau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Réservoirs enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, réservoirs enterrés
Prescription contrôlée : Les réservoirs enterrés sont à double paroi en acier [...] Ces réservoirs sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenche automatiquement une alarme optique et acoustique. Cette alarme est reportée au poste de garde ad hoc. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné dans l'Article 8.1.3 - du présent chapitre.
Constats : Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant transmet les caractéristiques des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- cuve à fuel 1500 l du réservoir ainsi que le certificat d'épreuve et de conformité du réservoir en date du 7 juin 2018 délivré par la société CDE,- les caractéristiques du détecteur de fuite (Fuite alarme 16 SC-SC.R)- les caractéristiques du limiteur de remplissage installée par la société SELF CLIMAT ainsi que la déclaration de conformité du limiteur de remplissage délivré par la même société en date du 21/8/2017. Lors de la visite, les personnes présentes n'étaient pas en mesure de nous montrer le positionnement de la cuve de fuel. Cette cuve de fuel permet l'alimentation du groupe électrogène palliant à une coupure électrique. Suite aux documents transmis, cette cuve de fuel possède un système de détection de fuite et d'un limiteur de remplissage. Il n'est pas précisé si le système de détection de fuite enclenche une alarme optique et acoustique reliée au poste de garde.

L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier si ce réservoir de fuel est muni d'une indication du volume de fuel présent dans la cuve indépendante du limiteur de remplissage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est tenu de transmettre les justificatifs permettant de s'assurer que le réservoir de fuel est muni d'un détecteur relié à une alarme optique et sonore et d'un indicateur de volume indépendant du limiteur de remplissage sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Limiteurs de remplissage réservoir enterré

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, limiteurs remplissage
Prescription contrôlée : Toute opération de remplissage est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.
Constats : L'exploitant a transmis les documents attestant la présence d'un limiteur de remplissage. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter cette cuve. Aussi, l'inspection n'a pas pu vérifier les caractéristiques de pression de remplissage de la canalisation de remplissage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est tenu de transmettre le justificatif indiquant les caractéristiques de pression de la canalisation de remplissage sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépotage
Prescription contrôlée : Le remplissage des cuves enterrées se fait dans des zones de dépotage aménagées, étanches et permettant de collecter les éventuels épandages. Ces zones sont matérialisées au sol.
Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté une zone de dépotage sans être sûr que cette dernière était liée à la cuve de fioul. Cette zone de dépotage est matérialisée au sol et en cas de déversement, les écoulements se dirigent vers le séparateur hydrocarbures relié au bassin étanche B3.

Suite à la transmission du plan ETARE, par mail du 15 février 2024, la position de la cuve de fioul est confirmée et l'aire de dépotage présentée à l'inspection est bien attribuée à cette cuve. Cette cuve est une cuve enterrée de 1100 l sur le plan ETARE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Contrôle réservoirs enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle réservoirs enterrés

Prescription contrôlée :

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme compétent, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Constats :

Par mail en date du 1er février 2024, l'exploitant transmet la fiche de contrôle des groupes électrogène en date du 14/6/2021. Ce contrôle est réalisé mensuellement et comprend une vérification de la cuve sur les points suivants :

- niveau gas oil
- mesures volume de gas oil
- contrôle absence de fuites
- vérification de la pompe d'alimentation de gas oil.

Le contrôle mensuel n'indique pas si un test d'alarme de détection de fuite est réalisé. Ce dernier doit être effectué annuellement sans démontage du dispositif de détection de fuite.

Un contrôle du système de détection de fuite doit être réalisé tous les 5 ans par un organisme compétent. L'installation datant de 2018, ce contrôle aurait dû être réalisé en 2023.

Par courrier du 12 février 2024, l'exploitant déclare qu'il n'a pas retrouvé de documents en ce sens et qu'une demande a été faite auprès de leur prestataire pour effectuer ce contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu d'inclure dans son contrôle des cuves un test d'alarme de détection de fuite.

Ce test doit être réalisé annuellement.

L'exploitant devra transmettre le rapport de contrôle de la détection de fuite par un organisme compétent sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Caractéristiques cellule MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.9.1

Thème(s) : Risques accidentels, cellule MOD

Prescription contrôlée :

La cellule MOD comporte un local de stockage des consommables construit sur deux niveaux de 400 m² chacu séparés par un plancher REI 120. Ce local est également séparé de la cellule MOD par des parois REI 120 et dispose d'un système de désenfumage par extraction dédiée. Du papier et de l'encre sont stockés au niveau RDC et du papier est stocké au niveau R+1.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un local de stockage des consommables (papiers, encres, toner, ...) nécessaires à l'activité d'imprimerie. Ce local est REI 120, sur 2 niveaux. A l'intérieur du 1er niveau, un local également REI 120 permet le stockage des encres liquides bien que ces dernières ne soient pas classées comme produits dangereux.

Concernant les produits finis, ces derniers sont directement envoyés en zone de stockage à l'extérieur de la cellule MOD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Utilisation eau dans MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau dans le MOD

Prescription contrôlée :

Aucun rejet d'effluents aqueux ne sera effectué dans le cadre de l'activité MOD.

Constats :

L'inspection ne constate pas la présence d'eau au sein de la cellule MOD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Rejets atmosphériques MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques MOD
Prescription contrôlée : Deux points de rejets atmosphériques seront aménagés dans le cadre de l'activité d'imprimerie : <ul style="list-style-type: none">• Rejet associé aux lignes d'impression à jet d'encre (VE3 / VE4);• Rejet associé au process de reliure (VE8). Un traitement par filtre sera en place avant rejet relatif au process de reliure.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'extracteur au-dessus de la ligne d'impression à jets d'encre et au-dessus du process de reliure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : VLE rejets atmosphériques MOD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté, de la concentration des poussières et des COV sera effectuée sur les 2 points de rejets atmosphériques (VE3/VE4 et VE8) de l'activité d'imprimerie selon les méthodes normalisées en vigueur lors de la mise en service de l'activité MOD puis au moins une fois par an. Cette mesure a minima annuelle devra être réalisée dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. La valeur en concentration de poussières ne doit pas dépasser 100 mg/Nm3. Aucun rejet atmosphérique relatif à l'activité de transformation de papier / carton ne sera généré dans le cadre de l'exploitation de la cellule MOD.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le contrôle des rejets atmosphériques de VE3 / VE4 et VE8 en date du 12/07/2023 réalisé par le bureau d'études APAVE (réf : 100105602-001). Les résultats sont conformes aux exigences complémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 9.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Solvants

Prescription contrôlée :

Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

Si la consommation annuelle de solvants de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant déclare qu'aucun solvant n'est utilisé dans l'activité d'imprimerie.

Type de suites proposées : Sans suite

